

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 8 JUIN 2020**

JP/VA

OBJET : 2.6. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – CONSULTATION GÉOMÈTRES EXPERTS - MISE EN PLACE ACCORD-CADRE

L'an deux mille vingt, le huit du mois de juin à quatorze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Jean PASCAL

OBJET : 2.6. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – CONSULTATION GÉOMÈTRES EXPERTS – MISE EN PLACE ACCORD-CADRE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par délibération du 13 avril 2016, le bureau syndical a décidé de passer un marché sur la base d'un accord-cadre multi-attributaires avec des cabinets de géomètres-experts chargés de missions relevant à la fois des domaines public et privé du syndicat, se définissant comme suit :

- Délimitation du domaine public incessible et recensement des parcelles cessibles,
- Identification des privés riverains,
- Etablissement de documents d'arpentage dans le cadre des acquisitions foncières,
- Bornage et délimitation des emprises,
- Levés topographiques pour implantation des réseaux et ouvrages divers,
- Mise à disposition d'une brigade foncière ou d'un géomètre,
- En option, établissement des actes administratifs.

Les dépenses réalisées dans le cadre de ce marché se répartissent de la manière suivante :

PERIODE	MONTANT €HT	MONTANT €TTC
2017-2018	17 859.95	21 431.94
2018-2019	4 430.00	5 316.00
2019-2020	3 375.00	4 050.00
TOTAL	25 664.95	30 797.94

Il y a lieu de préciser que ces montants totaux ne tiennent pas compte, dans le cadre du marché actuel, des prestations en cours et non encore mandatées, dont le montant total est estimé à 7 805,00 € HT.

Les cabinets de géomètres seront également sollicités dans le cadre de la régularisation du périmètre de protection immédiat des captages de la vallée du Chassezac, prévoyant à minima une douzaine d'acquisitions au cours du second semestre 2020. Toutefois, le marché actuel arrivant à échéance le 26 septembre 2020, il est nécessaire d'établir un nouvel accord-cadre afin de permettre au service foncier de mener à terme et dans les temps impartis l'ensemble des procédures à venir, tous projets confondus.

La consultation pour cet accord-cadre est proposée en procédure adaptée ouverte, sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires (quatre cabinets maximum de géomètres), pour une durée de 2 ans renouvelable 2 fois 1 an et pour un montant global maximum de 80 000,00 € HT :

L'attribution des bons de commandes s'effectuerait au gré des besoins du service, à tour de rôle entre les différents attributaires.

Les missions des prestataires pourraient se décliner de la manière suivante :

Domaine public syndical :

- Délimitation du domaine public incessible et recensement des parcelles cessibles,
- Identification des privés riverains du domaine public syndical.

Domaine public et privé syndical :

- Etablissement de documents d'arpentage et de division dans le cadre des acquisitions foncières,
- Piquetage et/ou bornage contradictoire ou non et délimitation des emprises,
- Levés topographiques pour implantation des réseaux et ouvrages divers,
- Mise à disposition d'une brigade foncière ou d'un géomètre.

La rédaction des actes administratifs est réalisée en interne pour les actes simples de servitudes de passage de canalisations en terrain privé. En outre, le syndicat sollicite deux cabinets experts pour la rédaction de tout autre acte, conformément aux termes d'un marché distinct en vigueur. Il n'y a donc pas lieu de faire appel aux cabinets de géomètres pour cette mission.

Les critères de jugement proposés sont les suivants :

- Prix : **60%**
- Valeur technique : note méthodologique, délai d'exécution, moyens mise en œuvre : **40%**

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **ADOPTER** ces propositions,
- **AUTORISER** le président à lancer la procédure,
- **DÉTERMINER** que la consultation aura lieu en procédure adaptée,
- **FIXER** les critères suivants :
 - o prix : pondération 60 %,
 - o valeur technique de l'offre : pondération 40 %,
- **AUTORISER** le président à engager les accords-cadres, dans la limite de l'économie présentée, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 3 juillet 2017,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL